

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTORATE GENERAL I - HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW /
DIRECTION GENERALE I - DROITS DE L'HOMME ET ÉTAT DE DROIT

DIRECTORATE OF HUMAN RIGHTS / DIRECTION DES DROITS DE L'HOMME

SERVICE DE LA CHARTE SOCIALE EUROPEENNE
SERVICE DE LA CHARTE SOCIALE EUROPEENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 1 octobre 2021

MISSCEO (2021) 4

**SYSTÈME MUTUEL D'INFORMATION SUR LA PROTECTION SOCIALE
DU CONSEIL DE L'EUROPE
(MISSCEO)**

22^e réunion

23 juin 2021 (en ligne)

RAPPORT DE RÉUNION

I. OUVERTURE DE LA RÉUNION

Mme Amaya Uboda, Administratrice, Service de la Charte sociale européenne, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux participants. Elle communique les dernières informations en date à la suite de la réunion du Comité gouvernemental de la Charte sociale européenne et du Code européen de sécurité sociale (10-12 mai 2021), au cours de laquelle ont été examinées les Conclusions 2020 du Comité européen des Droits sociaux (CEDS) relatives au groupe thématique « Emploi, formation et égalité des chances ».

II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

MISSCEO(2021)1

L'ordre du jour est adopté (voir Annexe I).

III. INFORMATIONS DU SECRÉTARIAT

Mme Sheila Hirschinger, Coordinatrice de MISSCEO, salue à son tour les participants et souhaite en particulier la bienvenue aux nouvelles correspondantes de la Géorgie et de la Turquie (voir la liste des participants à l'Annexe II). Mme Hirschinger donne des informations sur les derniers événements et mentionne notamment une déclaration du CEDS relative à la covid-19 et aux droits sociaux, qui attire l'attention sur les droits reconnus par la Charte sociale européenne particulièrement mis à mal par la pandémie.

IV. LES NOUVEAUTÉS DU MISSOC

Mme Loredana Sementini, Coordinatrice du MISSOC, donne des informations sur les nouveautés du MISSOC et des explications sur la version révisée du guide concernant les tableaux 1 (Financement), II (Soins de santé), VIII (Accidents du travail et maladies professionnelles) et XII (Soins de longue durée), ainsi que sur la révision du tableau d'information sur la protection sociale des travailleurs indépendants. Le but principal de cette révision est d'améliorer la clarté et la cohérence. L'exposé PowerPoint de Mme Sementini figure à l'Annexe III.

Le Secrétariat remercie Mme Sementini pour son exposé très intéressant.

V. OBSERVATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES TABLEAUX MISSCEO

M. Lauri Leppik, Consultant, fait des observations générales relatives à la mise à jour des tableaux MISSCEO :

- L'objectif général est de permettre une comparaison globale des systèmes de protection sociale entre les divers pays plutôt que de fournir une description exhaustive et détaillée des législations nationales. La mise à jour devrait donc suivre une approche générale visant à donner une image d'ensemble pour faciliter la comparaison entre les pays.
- Les tableaux doivent renseigner sur les règles et principes généraux. Si les exceptions aux règles générales peuvent être mentionnées, il n'est cependant pas nécessaire de fournir tous les détails techniques.
- L'un des enjeux majeurs est d'assurer la cohérence entre les différents tableaux ainsi que dans les informations fournies par les différents pays.
- Pour la mise à jour des tableaux, il est rappelé aux correspondants qu'ils doivent signaler les changements importants survenus sur le plan législatif, mettre à jour les valeurs indiquées (montants, plafonds, etc.) et supprimer les informations qui ne sont plus d'actualité.
- Pour les monnaies, il est préférable d'utiliser les codes ISO (AMD, AZN, RUB, GEL, MDL, UAH, etc.) et d'harmoniser la désignation de l'unité monétaire nationale dans l'ensemble du texte.

M. Leppik mentionne aussi les quatre annexes aux tableaux, qui doivent aussi être mises à jour

périodiquement (introductions aux systèmes de protection sociale, organigrammes/descriptifs des systèmes de protection sociale, protection sociale des travailleurs indépendants et instruments de coordination). Mme Hirschinger explique que les annexes sont mises à jour périodiquement par le réseau et que les correspondants peuvent signaler des changements à tout moment.

M. Leppik présente le document sur l'évolution des systèmes de protection sociale (« MISSCEO Info »), établi en 2020 et publié en ligne www.coe.int/socialcharter/missceo. De nombreuses mesures ont eu pour objet de faire face à la pandémie de covid-19 (notamment en matière d'aide financière et d'aide sociale, de soins, de prestations de chômage), tandis que d'autres répondaient à des préoccupations plus classiques, comme celles relatives à la révision des systèmes de pension, aux soins, aux indemnités de maladie, aux prestations familiales et de chômage, aux garanties de ressources minimum et aux soins de longue durée.

Le Secrétariat remercie M. Leppik pour ses commentaires très utiles et pour le travail précieux qu'il accomplit en qualité de consultant du réseau.

VI. ÉVOLUTION DES RÉGIMES NATIONAUX DE PROTECTION SOCIALE

Les correspondants sont invités à décrire brièvement les développements récents de leurs régimes nationaux de protection sociale. Les informations communiquées concernent des mesures supplémentaires prises en réponse à la pandémie de covid-19 et d'autres changements de nature plus ordinaire. Le Secrétariat remercie les correspondants pour leurs exposés et leur demande d'envoyer toutes ces informations par e-mail au consultant pour qu'il puisse établir le récapitulatif annuel de l'évolution des systèmes de protection sociale.

VII. PRÉPARATION DES ÉDITIONS 2021 ET 2022

MISSCEO(2021)3

Le calendrier pour la suite des préparatifs de l'édition 2021 est le suivant :

- | | |
|----------------------|--|
| Fin juin 2021 : | Envoi de la mise à jour des tableaux par les correspondants qui ne l'ont pas encore fait. |
| Fin juillet 2021 : | Envoi des informations sur l'évolution des systèmes de protection nationale par les correspondants qui ne l'ont pas encore fait. |
| Fin septembre 2021 : | Finalisation de la mise à jour des tableaux après contrôle par le consultant. |
| Fin décembre 2021 : | Traduction des tableaux, mise à jour de la base de données MISSCEO. |

Calendrier provisoire de l'édition 2022

- | | |
|-------------------------|---|
| Janvier 2022 : | Le Secrétariat envoie les tableaux comparatifs pour mise à jour. |
| Mi-mai – Mi-juin 2022 : | Les correspondants envoient leurs mises à jour. |
| 23 juin 2022 : | 23 ^e réunion du MISSCEO, Strasbourg (date et lieu à confirmer). |
| Septembre 2022 : | Finalisation de la mise à jour des tableaux après contrôle par le consultant. |

Décembre 2022 : Traduction des tableaux et mise à jour de la base de données
MISSCEO.

VIII. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE RÉUNION

La 23^e réunion du MISSCEO est prévue le 23 juin 2022 à Strasbourg (à confirmer).

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

- I. OUVERTURE DE LA RÉUNION
- II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
- III. INFORMATIONS DU SECRÉTARIAT
- IV. NOUVEAUTÉS DU MISSOC
- V. OBSERVATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES TABLEAUX MISSCEO
- VI. ÉVOLUTION DES RÉGIMES NATIONAUX DE PROTECTION SOCIALE
- VII. PLANIFICATION DES TRAVAUX
- VIII. QUESTIONS DIVERSES
- IX. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE RÉUNION

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

ALBANIE

Ancienne correspondante - changement de poste
(Excusée)

ARMÉNIE

Mme Gayane VASILYAN

Spécialiste en chef, Service Veille et analyse

Ministère du Travail et des Affaires sociales

Government House 3, Erevan 0010

Tél. : +374 10 563075 ; +374 91 33 2320

Fax : +374 10 563791

e-mail : gayane.vasilyan@mlsa.am; internationaldivision@yahoo.com; vasilyang@yahoo.com

(Excusée)

AZERBAÏDJAN

Mme Elnara ANSARI

Chef adjointe du Service des relations internationales

Ministère du Travail et de la Protection sociale

de la République d'Azerbaïdjan

85, Salatin Asgarova

Bakou AZ 1009

Tél. : +99412 596 50 22

e-mail : elena.ansari@mlspp.gov.az

(Excusée)

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Mme Sanela FOČO

Ministère des Affaires civiles de Bosnie-Herzégovine

Direction du Travail, de l'Emploi, de la Protection sociale et des Pensions

Trg BiH br. 3, 71 000 Sarajevo,

Bosnie-Herzégovine

Tél. : +387 33 492 513 ; Fax : +387 33 492 630

e-mail : sanela.foco@mcp.gov.ba

GÉORGIE

Mme Nino GVETADZE

Spécialiste principale, Division de la Politique de protection sociale

Service de la Protection sociale

Ministère du Travail, de la Santé et des Affaires sociales

144 Tsereteli Avenue

Tbilissi 0159, GÉORGIE

e-mail : ngvetadze@moh.gov.ge

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mme Diana CEBOTARU

Chef du Département des politiques sociales et d'assurance maladie
Ministère de la Santé, du Travail et de la Protection sociale

Chisinau

République de Moldova

Tél. : +373 22268804

Mobile : +373 69558125

e-mail : diana.cebotaru@msmps.gov.md

MONTÉNÉGRO

Mme Ana STIJEPOVIC

Directrice

IP - Centre pour l'action sociale de Podgorica

IV Proleterske 18, Podgorica

Monténégro

Tél. : +382 20 230 563

Fax. : +382 20 230 570

e-mail : ana.stijepovic@czsr.me

FÉDÉRATION DE RUSSIE

M. Yaroslav KONOVALOV

Direction des affaires internationales

Ministère du Travail et de la Protection sociale

Fédération de Russie

Tél. : +7 495 587 88 89 poste 1955

e-mail : konovalovYA@rosmintrud.ru

SERBIE

M. Nenad RAKIC

Conseiller principal

Direction de l'assurance vieillesse et invalidité

Ministère du Travail et de la Politique sociale

22-26 Nemanjina Street, Belgrade

Tél. : +381 11 362 1143

e-mail : nenad.rakic@minrzs.gov.rs

MACEDOINE DU NORD

Mme Aleksandra SLAVKOSKA

Direction de l'Intégration européenne

Ministère du Travail et de la Politique sociale

Ul. Dame Gruev 14, 1000 Skopje

Tél. : +389 2 3132 358

e-mail : a_slavkoska@yahoo.com

aslavkoska@mtsp.gov.mk

TURQUIE

Mme Sevil AYDIN

Experte de la sécurité sociale

Direction des relations européennes et étrangères

Stratégie de développement

Institut de sécurité sociale

Ankara, TURQUIE

e-mail : saydin25@hotmail.com

Tél. : +90 312 207 88 06

UKRAINE

Mme Yulia IAKUBOVSKA

Experte d'État
Direction des Services sociaux et de l'Intégration
Ministère de la Politique sociale de l'Ukraine
8/10, Esplanadna str.
01061, Kiev, Ukraine
Tél./fax : +300442897185
e-mail : <mailto:yyv@mlsp.gov.ua>
(Excusée)

MISSOC

Mme Loredana SEMENTINI

Coordinatrice du MISSOC
31, rue Van Campenhout, B-1000 Bruxelles
Tél. : + 32 2 736 14 79
Fax : + 32 2 736 23 89
e-mail: missoc@aplica.be

CONSULTANT

Prof. Lauri LEPPIK

Chercheur principal
Tallinn University, School of Governance, Law and Society.
Tallinn
e-mail : leppik@tlu.ee

SECRETARIAT

CONSEIL DE L'EUROPE

F - 67075 Strasbourg Cedex
Tél. : + 33 (0)3 88 41 20 00 - Fax : +33 (0) 88 41 27 81/82/83 - <http://www.coe.int>

Direction Générale I – Droits de l'Homme et État de droit

SERVICE DE LA CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE

Mme Amaya UBEDA

Administratrice
Service de la Charte sociale européenne
Tél. : + 33 (0)3 88 41 55 90
Fax : + 33 (0)3 88 41 37 00
e-mail : amay.ubeda@coe.int

Mme Sheila HIRSCHINGER

Coordinatrice du MISSCEO
Service de la Charte sociale européenne
Tél. : + 33 (0)3 88 41 36 54
Fax : + 33 (0)3 88 41 37 00
e-mail : sheila.hirschinger@coe.int

Mme Liubov PODTYKAN

Assistante
Service de la Charte sociale européenne
e-mail : Liubov.PODTYKAN@coe.int

Annexe III



Update on MISSOC

Loredana Sementini, MISSOC Secretariat

**22nd Meeting of the Mutual Information System on
Social Protection of the Council of Europe
(MISSCEO)
23 June 2021**



www.missoc.org



❖ Guidelines revised since last meeting

- Table I – Financing
- Table II – Healthcare
- Table VIII – Accidents at work and occupational diseases
- Table XII – Long-term care
- Social protection of the self-employed



Table I Financing


Implemented in January 2020

Structure revised

- ❖ All risks
- ❖ Risk-specific principles

1-01 General principles

- ❖ Added simplified question on regional or local authorities financing > *Please indicate whether state, regional or local authorities are involved or not in the financing of social protection. And if so, how they are involved (e.g. have responsibility for levying own taxes).*
- ❖ Added question on financing mix > *Is the social protection system as a whole financed predominantly by social contributions or taxation or more even mix of the two? In particular, is the system funded essentially through social contributions with the government providing a minor part of the financing or only covering deficits when they arise? Or is the system largely tax-financed with social contributions providing a minor part of funding?*

- 
-
- ❖ New question > *In the case of social contributions, is a single overall set of rates applied or are rates set for each risk separately? Please give only summary information here and indicate the rates in the relevant sections below.*
-



Separate questions on:

- ❖ I-02 Earmarked taxes > *If earmarked taxes apply to social protection, please indicate whether they are applied generally or to specific risks. If applied generally, please give the tax base on which they are levied and the rate applied. If they are applied to specific risks, please provide information under each of the risks concerned.*
 - ❖ I-03 Earnings base > *How is the earnings base on which contributions are levied defined for employers and employees? In particular, does it include all earnings from employment or only basic wages and salaries, excluding supplements, such as bonuses or payment for overtime working? Is the base the same for employers and employees?*
 - ❖ I-04 Minimum and maximum > *Is there a minimum level of earnings, or hours of work, for contributions to be payable? If so, please indicate what this is. Is there a maximum level of earnings above which contributions are not payable or a maximum level of contribution which is payable? If so, please give details.*
-



-
- ❖ I-05 Credited contributions > *Are people unable to work for specific reasons, such as being unemployed, sick, in education or caring for children:*
 - *exempt from paying contributions*
 - *have contribution paid on their behalf or credited to them?**If so, please indicate what these reasons are.*

 - ❖ I-06 Overall social contributions > *If there is a single overall set of contribution rates, whether flat-rate or a percentage of earnings, please give summary details of these general rates in respect of:*
 - *Employers*
 - *Employees*
 - *Self-employed*
 - *Other insured persons (e.g. benefit recipients, all residents under universal schemes, those voluntarily insured). If rates vary for different groups of "other insured person", simply state Rates vary.**If there is no single overall set of contribution rates and rates differ for different risks, please give the information for each risk separately in the relevant section below and state: No single set of contribution rates.*
-



❖ **Risk-specific questions**

Duplicated question on risk-specific principles with explicit indication that *If the financing principle is the same as for the overall social protection system, please state: Same as general principle.*



Table VIII Accidents at work and occupational diseases

Implemented in January 2021

Introduction

- ❖ Introduction much extended to give more explanation on information to include in the Table

Structure of Table

- ❖ Structure revised substantially in order to reduce repetition and for consistency with other Tables (mainly Tables III Sickness and V Invalidity)
 - ❖ Focus on information specifically relating to accidents at work and occupational diseases – information relating to other risks should be reported in relevant Tables with a cross-ref to these in this Table.
-



Specific points

- ❖ **VIII-03 and VIII-04 Definition – Accidents at work and occupational diseases**
 - Old VIII-05 'Risk covered: Definition – accidents at work' and VIII-06 'Travel between home and work' merged and question broadened to get indication of what is covered
 - ❖ **VIII-07 – Conditions for accidents at work and occupational diseases**
 - Minimum duration of risk exposure before there is a presumption that a disease or ailment is related to working
 - Specific time-limit within which the occupational disease must be diagnosed after a person has stopped working in the occupation or situation concerned for benefit to be payable
 - ❖ **VIII-08 – Time-limit for claiming**
 - Time-limit for claiming benefit in respect of an accident at work or an occupational disease
-



Specific points

- ❖ **VIII-10 Continued payment by the employer:** new category for consistency with other Tables
 - ❖ **VIII-10 to VIII-13 Assessment criteria / Evaluators / Review:** new categories for consistency with other Tables
 - ❖ **VIII-14 Benefit in-kind – Healthcare:** new category about any specific provisions which extend coverage further than in the general healthcare system
 - ❖ **VIII-18 Minimum and maximum benefits and VIII-19 Maximum duration:** new categories for consistency with other Tables
-



Specific points

- ❖ **VIII-24 Return to active working life – Vocational training and work-related rehabilitation:** Substantially revised
 - ❖ **VIII-25 Sanctions:** Added question on sanctions towards employers with dangerous/unhealthy workplaces causing too many accidents
 - ❖ **VIII-26 Death – Surviving spouse, children and other persons:** Previous three categories merged to avoid repetition and to make the information requested clearer
-



Table II Healthcare

Implementation in January 2022

Introduction

- Introduction much extended to give more explanation on information to include in the Table
 - ❖ **II-08 Duration of benefits:** new sub-question on whether there is a certain (maximum) period of time after which medical care is transferred (in terms of competences) from healthcare to long-term care
 - ❖ **II-10 Doctors' Remuneration:** agreement to change the question to refer to general principles, i.e. the main basis for setting the fee or the level of capitation payment (e.g. based upon agreements between the doctors' association and the insurance fund; based upon decisions by public bodies, etc.)?
-



- ❖ **II-XI Hospitals:** agreement to change the question to refer to general principles, i.e. what are the main principles on which hospital financing is based (e.g. closed envelope, previous (average) spending, diagnosis-related groups, occupation of beds). Give indication of whether principles are different for public and private (but contracted by the social system) hospitals.
-



-
- ❖ **II-22 Other benefits:** Question redrafted by focussing on key items for better consistency across countries, i.e. which healthcare or healthcare related benefits listed are provided under the social protection system and whether costs are fully or partially covered by the system.
 - Preventive care
 - Rehabilitation, e.g. physiotherapy, ergotherapy, logopedics, phoniatic and audiological therapy
 - Psychological therapy/treatment
 - Home medical care (short- or long-term)
 - Costs of travelling to access to services
 - Other (please specify, e.g. osteopathy, alternative medicine, therapeutic massage).

 - ❖ **II-23 Taxation:** New question on whether patient charges or fees paid are tax-deductible, either fully or partly.



Table XII Long-term care

- ❖ **Revised first time in 2015**
- ❖ **Expected to be implemented in June 2021**
- ❖ (Commission initiative on LTC in 2022 - preparatory work in second half of 2021)

- ❖ **XII-01 Applicable statutory basis**
 - Suggestions to include secondary legislation
 - Include web link to legislation database if existing

- ❖ **XII-02 Basic principles**
 - Two additional questions:
 - means-testing (to see whether LTC benefits are means-tested)
 - voluntary insurance (to see whether voluntary social insurance is possible)




Main points on revised Guidelines

- ❖ **XII-08 Organisation (Evaluators and procedure)**
 - Additional questions (on how assessment procedure is carried out, what the criteria are, the existence of the right to appeal) for coherence with other tables

- ❖ **XII-11 Providers (professional providers)**
 - Included questions on quality assurance procedure, i.e. whether there is a procedure in place; what the main features are (e.g. whether it applies to residential, home and community care, whether it applies to public and private providers); which organisation is responsible for it.

- ❖ **XII-12 Informal carers**
 - Two additional questions on national definition and on conditions to be fulfilled by informal carers

- 
-
- ❖ **XII-17 Cost sharing for benefits in kind**
 - Text changed/added for coherence with other tables (i.e. on the frequency of payment, on whether there is a cost threshold below or above which costs must be borne by those receiving care)

 - ❖ **XII-18 Cash benefits**
 - Text added to indicate the amount paid to those in need of LTC *or to the person who provided care*
-



Template for the information on the social protection of self-employed

Revised for improved clarity and consistency across countries Implemented in January 2021

- Information provided not always consistent across countries.
 - As for main tables, level of detail differed greatly.
 - Information reported sometimes relevant but related to a different question.
 - A few questions appeared to be unclear as the information provided implied that what was asked has been misinterpreted.
 - In section corresponding to Table IV - Maternity and paternity, information in virtually all cases provided only for maternity and should be for paternity as well.
 - In section on Sickness benefits, no information on waiting period.
-



**Thank you
for your attention**